



PREFECTURE DE L'EURE

**Arrêté n° D1/B1/15/594 portant autorisation
d'occupation temporaire des sols sur l'emprise foncière du site des anciennes
usines de Navarre à Evreux**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU :

- le Code de l'environnement, livre 1 – titre VI, livre V – titre I et notamment son article L171-8,
- le Code de justice administrative et notamment son article R532-1,
- la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée notamment par l'article 1er du décret n°65-201 du 12 mars 1965 et par l'article 33 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003,
- le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur René BIDAL, préfet de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral n°D3-B4-06-245 du 5 septembre 2006 prescrivant à l'encontre de la SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre à Evreux, les conditions de réhabilitation du site et de mise en sécurité,
- les arrêtés préfectoraux des 7 juillet 2006 et 20 mars 2007 mettant en demeure la SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO, en sa qualité de liquidateur judiciaire des Usines de Navarre à Evreux de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006,
- l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2015 mettant en demeure la SCP DIESBECQ- ZOLOTARENKO en sa qualité de liquidateur judiciaire des Usines de Navarre à Evreux de respecter les dispositions du chapitre 1 et de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 en exécutant les opérations de démantèlement et de dépollution des sols et des sous-sols,
- les plans annexés,

Considérant que pour la réalisation des travaux de sécurisation et de réhabilitation du site des anciennes Usines de Navarre à Evreux, il convient d'autoriser la société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO à occuper le site en question et à procéder aux travaux précités,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE :

Article 1^{er} : Les représentants de la SCP DIESBECQ- ZOLOTARENKO en sa qualité de liquidateur judiciaire des Usines de Navarre à Evreux, ainsi que ceux des entreprises mandatées par cette société, chargée de l'exécution des travaux de réhabilitation et de sécurisation, sont autorisés pour une durée d'un an, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 sur l'emprise foncière des anciennes usines de Navarre situées sur la commune d'Evreux et propriété de la société SADN (parcelles - voir plan annexé).

A cet effet, ils sont autorisés à occuper temporairement les parcelles cadastrales ci-dessus désignées. Ils peuvent effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rend indispensable.

Article 2 : Les propriétaires des terrains du site et les éventuels locataires du site, ne doivent pas empêcher ou entraver les travaux prescrits à la SCP DIESBECQ- ZOLOTARENKO par l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 3 : Préalablement à toute intervention, un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire est établi en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants, et de la SCP DIESBECQ- ZOLOTARENKO.

Les indemnités, qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux, seront à la charge de la SCP DIESBECQ- ZOLOTARENKO.

A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 4 : Chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5 : La présente autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations définies à l'article 1^{er} ci-dessus, à la diligence du maire d'Evreux qui adressera à la préfecture de l'Eure un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de la SCP DIESBECQ- ZOLOTARENKO.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : La secrétaire générale de la préfecture de l'Eure, le maire d'Evreux, le directeur régional de l'environnement, du logement et de l'aménagement de Haute-Normandie, et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera affichée pendant une durée minimale d'un mois à la mairie d'Evreux.

Evreux, le 21 juillet 2015

Le Préfet,

René BIDAL

Echelle : 1/2862
Date : 27/05/2015

DREAL Haute-Normandie



Plan de zonage

Legende :

Etablissements

- filtre fonctionnement établissements
- ☐ en fonctionnement
 - ☐ cessation déclarée
 - ☐ en construction

zone visée
par les dispositions
de l'arrêté préfectoral
d'occupation temporaire



Echelle : 1/2174
Date : 27/05/2015

DREAL Haute-Normandie

35 mètres



